



MONDE

Le changement politique tente peu la classe moyenne chinoise

Les liens entre le Parti communiste et les classes moyennes restent forts. Le système actuel convient à la plupart des nouveaux riches.

Apparues il y a une trentaine d'années, les classes moyennes en Chine constituent aujourd'hui une catégorie très dispersée tant dans la pyramide des âges qu'au niveau des origines géographiques. Elles ne jouent pas de rôle majeur dans les changements politiques et encore moins dans la démocratisation du pays, souligne Alice Ekman, chercheur à l'Ifri et auteur d'un rapport consacré à ce sujet. C'est presque le contraire qui se passe, car ces classes émergentes ont en commun de rester étroitement liées au Parti communiste. Qu'importe leur nombre ou même l'ampleur de leur pouvoir d'achat, « *elles représentent à ce jour l'une des tranches de la population à avoir tiré le meilleur parti du contexte politico-économique* », précise l'auteur.

Frange conservatrice

Il faut remonter à la toute fin des années 1970, après la mort de Mao, pour comprendre ce phénomène. L'arrivée de Deng Xiaoping aux commandes du pays (1978) permet à d'anciens cadres du Parti communiste de créer leur entreprise et de s'enrichir rapidement. Eux qui ont connu le chaos de la Révolution culturelle (1966-1976) sont aujourd'hui les plus

réticents à voir le système évoluer. Ils craignent de retrouver une période d'instabilité et de voir leurs actifs se déprécier. Ils constituent donc la frange la plus conservatrice, qui refuse d'aborder les sujets clivants et préfère consommer, voyager, profiter de la vie.

Par comparaison, la plus jeune génération, plus présente sur les réseaux sociaux, entretient des relations plus distancées avec le Parti communiste. Ces trentenaires se montrent plus sensibles aux questions de société comme celles touchant à l'environnement et font d'une bonne éducation de leurs enfants l'une de leurs priorités. Là où, hors de Chine, leurs aînés se contentent de passer dans le cadre d'un voyage organisé, eux effectuent un vrai séjour à l'étranger par le biais d'études ou de stages et ont, donc, une connaissance internationale plus approfondie. C'est eux qui, « *sur le long terme* », selon l'étude, pourraient faire bouger les lignes.

En attendant, ces nouveaux riches doivent attendre des jours meilleurs. Ils ne sont pas, actuellement, la cible de Xi Jinping, le président chinois étant davantage engagé dans une politique de réduction des inégalités en faveur des plus pauvres. Et la campagne anticorruption lancée partout à travers le pays, et notamment aux niveaux local et provincial, a, là encore, des répercussions sévères sur ces fonctionnaires au statut pourtant privilégié.

— M. G.



Ceux qui ont connu le chaos de la Révolution culturelle sont les plus réticents à voir le système évoluer. Ils redoutent une nouvelle période d'instabilité. *Photo Qilai Shen/Panos-REA*